

DANS L'ACTUALITE du 22 au 24 septembre 2015

Textes officiels

JORF n° 0221 du 24 septembre 2015

Nouvelle codification du livre 1er du code de l'urbanisme

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme](#)

[Ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme](#)

Décret d'application de la loi Macron relatif aux modalités de mise en œuvre des exceptions au repos dominical dans les commerces de détail situés dans certaines zones géographiques

[Décret n° 2015-1173 du 23 septembre 2015 portant application des dispositions de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques relatives aux exceptions au repos dominical dans les commerces de détail situés dans certaines zones géographiques](#)

Nomination au conseil d'administration de l'EPARECA

[Arrêté du 16 septembre 2015 portant nomination au conseil d'administration de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux](#)

Création d'un dispositif d'aide aux communes participant à l'effort de construction de logements

[Arrêté du 23 septembre 2015 pris en application du décret n° 2015-734 du 24 juin 2015 portant création d'un dispositif d'aide aux communes participant à l'effort de construction de logements](#)

JORF n° 0220 du 23 septembre 2015

Règles relatives à l'élection des conseillers métropolitains de Lyon, des conseillers régionaux et départementaux et des députés européens

[Décret n° 2015-1169 du 22 septembre 2015 relatif à l'élection des conseillers métropolitains de Lyon et modifiant diverses dispositions d'ordre électoral](#)

[Décret n° 2015-1167 du 22 septembre 2015 relatif aux nouveaux services internationaux de transport ferroviaire de voyageurs](#)

Jurisprudence

Avis favorable exprès de la Commission nationale d'aménagement commercial après un avis tacite défavorable

[CE 21 septembre 2015 Société Lidl, req. n° 376359](#)

Les règles relatives à l'allotissement s'appliquent en cas de constitution d'un groupement de commande

[CE 18 septembre 2015 syndicat intercommunal des eaux du bas Roubion \(SIEBR\), req. n° 389740](#)

Le transfert d'une convention d'occupation du domaine public est possible

[CE 18 septembre 2015 Société Prest'air, req. n° 387315](#)

Candidature d'une personne publique à un marché : office du juge du référé précontractuel

[CE 18 septembre 2015 Association de gestion du Conservatoire national des arts et métiers \(CNAM\) des Pays de la Loire et le groupement URBéA / Atelier Bouvier Environnement / Gwenaël Desnos / Conservatoire national des arts et métiers des Pays de la Loire, req. n° 390041](#)

Appréciation de l'état d'achèvement du lotissement

[CAA Nantes 22 septembre 2015 l'EARL du Clos Quentin, req. n° 14NT01327](#)

QPC : Incrimination de la mise en relation de clients avec des conducteurs non professionnels

[Décision n° 2015-484 QPC du 22 septembre 2015 Société UBER France SAS et autre \(II\)](#)

Réponse ministérielle

Question écrite Sénat n° 17186 du 17 septembre 2015 - [Informations contenues dans les arrêtés de permis de construire](#)

Question écrite Sénat n° 17126 du 10 septembre 2015 - [Permis de construire](#)

Question écrite Sénat n° 17034 du 10 septembre 2015 - [Caducité du règlement d'un lotissement](#)

Question écrite Sénat n° 16370 du 17 septembre 2015 - [Mise à la disposition des collectivités en charge du traitement des autorisations d'urbanisme du logiciel ADS 2007](#)

Question écrite Sénat n° 10314 du 17 septembre 2015 - [Report du délai pour transformer une ZPPAUP en AVAP](#)

Question écrite Sénat n° 14955 du 10 septembre 2015 - [Financement de la mise en accessibilité des établissements communaux et intercommunaux recevant du public](#)

Question écrite Sénat n° 17129 du 17 septembre 2015 - [Modification de la charge de l'entretien des ouvrages d'art](#)

Question écrite Sénat n° 16989 du 10 septembre 2015 - [Obligations en matière de stationnement dans le périmètre de 500 mètres autour d'une gare](#)

Vu par ailleurs

Loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques

[Echéancier des textes d'application de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques](#)

Contrat public

« Je me réserve le droit de négocier » approuvé par le Conseil d'Etat

C'est fait. Le Conseil d'Etat a reconnu aux pouvoirs adjudicateurs la possibilité, en procédure adaptée, de « se réserver le droit de négocier ». Il a également précisé que la décision de recourir à la négociation ne peut, sur le principe, être critiquée devant le juge. Seules ses modalités peuvent l'être, lorsqu'elles aboutissent à limiter le nombre de candidat invités à la table des discussions.

Source: achatpublic.info du 24/09/2015

Marchés publics : un audit de la Cour des comptes européenne demande aux Etats membres de s'impliquer davantage

Quels sont aujourd'hui les mesures mise en oeuvre par la Commission européenne et par les Etats membres eux-mêmes pour apporter une réponse aux "problèmes liés aux marchés publics" passés dans le cadre de la politique de cohésion de l'Union européenne ?

Source : localtis.info du 24/09/2015

Offres anormalement basses : la FFB et l'AMGVF sensibilisent les collectivités et les entreprises

La Fédération Française du Bâtiment et l'Association des Maires de Grandes Villes de France se sont engagées dans une action de sensibilisation dans l'intérêt des collectivités et pour la pérennité des entreprises et des emplois qu'elles procurent.

Source : le Moniteur du 23/09/2015

Nouveau : instauration d'un contrôle de la compétence des personnes publiques candidates dès le référé précontractuel

Une décision du 18 septembre du Conseil d'Etat marque un important revirement de jurisprudence concernant l'étendue de l'office du juge précontractuel, qui n'est désormais plus cantonné aux questions strictement procédurales.

Source : localtis.info du 23/09/2015

Urbanisme

Un premier diplôme consacré au Grand Paris voit le jour

Lancé par l'Ecole d'urbanisme de Paris et l'IAU, le premier diplôme universitaire consacré au Grand Paris vise à donner des clés de lecture aux professionnels de l'aménagement francilien, publics et privés, confrontés à un contexte institutionnel en pleine mutation. La formation débutera le 7 janvier 2016.

Source : le Moniteur du 23/09/2015

Environnement

La vallée de Chamonix se dote d'un cadastre énergétique

Le 22 septembre a été dévoilé à Chamonix un outil de cartographie innovant, développé dans le cadre d'une coopération transfrontalière, qui détaille à la parcelle près le potentiel de développement des énergies renouvelables.

Source : localtis.info du 23/09/2015

COP21: les députés de la commission de l'environnement adoptent le mandat pour les négociations sur le climat à Paris

La commission de l'environnement a déclaré mercredi que la délégation du Parlement qui se rendra aux négociations sur le climat de la COP21 à Paris doit appeler à une réduction de 40% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, à un objectif d'efficacité énergétique de 40% et à un objectif contraignant de 30% pour les énergies renouvelables.

Source : Communiqué de presse Parlement européen du 23/09/2015

Le ministère de l'Ecologie rend publics plusieurs textes d'application de la loi de Transition énergétique

Ségolène Royal a annoncé mardi 22 septembre la mise en consultation publique de plusieurs textes d'application de la LTE « afin que les secteurs économiques concernés se saisissent de ces nouveaux outils et investissent avec conscience et détermination ».

Source : le Moniteur du 22/09/2015

Projet de label « Transition énergétique et climat »

[Consultation publique du 22/09/2015 au 07/10/2015](#)

Source : developpement-durable.gouv.fr du 22/09/2015

Vu dans les revues

Contrats publics – Actualités Moniteur Juris n° 157 – septembre 2015 p.25, *Dossier – Modifications des contrats publics : mode d'emploi*

RDI n°9 – septembre 2015 p.406, *Au sujet de la voie de fait et de la démolition de l'ouvrage public mal planté*, par René Hostiou

RDI n°9 – septembre 2015 p.430, *Clarification des obligations de l'administration concernant le contrôle du titre donnant qualité au pétitionnaire pour déposer une demande d'autorisation d'urbanisme*, par Pierre Soler-Couteaux

RDI n°9 – septembre 2015 p.432, *Le juge des référés n'a pas le pouvoir de surseoir à statuer sur la demande de suspension d'une autorisation d'urbanisme*, par Pierre Soler-Couteaux

RfDA n° 4 juillet-août 2015 p.805, *La restructuration de La Samaritaine : la légalité du permis de construire*, conclusions Xavier Domino

RfDA n° 4 juillet-août 2015 p.817, *Note*, par François Priet

Presse

Travail du dimanche : douze zones à Paris

[Fin de partie. François Hollande a tranché. Lors d'ultimes arbitrages intervenus en début de semaine, l'exécutif a décidé qu'il y aurait bien douze zones touristiques internationales \(ZTI\) à Paris, où les commerces pourront ouvrir le dimanche et tous les soirs jusqu'à minuit. Le décret fixant ces ZTI et les critères d'éligibilité a été publié jeudi 24 septembre dans la matinée.](#)

Source : le Monde du 24/09/2015

Shopping nocturne : voilà les douze zones où Paris ne baissera plus le rideau

[EXCLUSIF. Bercy a dévoilé mercredi, après de vifs débats, la carte des douze zones touristiques internationales \(ZTI\) où les commerces pourront ouvrir le dimanche et le soir jusqu'à minuit.](#)

Source : le Parisien du 24/09/2015

Ouverture des commerces le dimanche : Macron charge Hidalgo

[Retour à l'envoyeur. Alors que la maire PS de Paris, Anne Hidalgo, a attaqué de front le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, sur l'ouverture des commerces le dimanche, celui-ci lui répond dans nos colonnes ce jeudi.](#)

Source : le Parisien du 23/09/2015